



MOHAMED BENSAID AÏT IDDER

LA VÉRITÉ, RIEN QUE LA VÉRITÉ

GRAND MILITANT DE GAUCHE ET FIGURE DE PROUE DE LA RÉSISTANCE, MOHAMED BENSAID AÏT IDDER VIENT DE PUBLIER LE PREMIER TOME DE SES (TRÈS ATTENDUES) MÉMOIRES. MORCEAUX CHOISIS.

EDITING ET TRADUCTION ZAMANE

La terreur du fqih

Je suis né au village de Tinmansour à Chtouka Ait Baha dans une famille modeste, vivant de l'agriculture et du commerce, et qui jouit néanmoins d'une grande influence dans la région. Très tôt, j'ai été privé de la tendresse de ma mère puisque je l'ai perdue à l'âge de 6 ans. Mon père s'est remarié peu de temps après. J'ai ensuite quitté mon village au début des années 1940 pour rejoindre l'école Sidi Mohamed Chichaoui où, la plupart du temps, les enseignants étaient absents. Les études se déroulaient d'une manière traditionnelle, mais les enseignants traduisaient les cours en amazigh. J'avais des difficultés à prononcer les mots en langue arabe, je n'ai réglé ce problème que lorsque je me suis déplacé à Marrakech pour poursuivre mes études à l'école Ben Youssef. Mon père était rigoureux avec nous en ce qui concerne nos études, il avait donné son feu vert au fqih pour utiliser la violence et la « torture » - il utilisait parfois un stylo pincé. J'avais très peur, j'étais terrorisé. Ce fqih était l'une des raisons qui m'ont fait quitter mon village natal.

En souvenir de Farhat Hached

En décembre 1952, j'ai décidé de me rendre à Rabat pour établir le contact avec le journal « *Al Alam* ». Je voulais m'assurer que mon témoignage sur les événements qui se sont déroulés dans le sud soit publié et connu de tous. Mon déplacement a coïncidé avec



★
Bensaid jeune, un regard déterminé.

le meurtre du syndicaliste tunisien Farhat Hached. Je me suis donc retrouvé en plein milieu des troubles engendrés par cet événement inattendu. Alors que je tentais de rejoindre mon village, les autorités m'ont arrêté en même temps que les principaux leaders du parti de l'Istiqlal et du parti communiste. C'est à cette occasion que les militants de l'indépendance ont décidé de passer à la lutte armée. L'opinion publique a rapidement suivi, motivée par l'affaire Ahmed Hansali, un berger du Moyen-Atlas qui s'est dressé seul face à l'armée d'occupation.

Les ennemis de la libération du peuple

En 1955, le parti de l'Istiqlal, première force politique du mouvement national et allié traditionnel du palais, accepte par les voix d'Abderrahim Bouabid et Allal El Fassi, de participer au premier gouvernement d'union nationale de Mbarek Bekkaï. Cette décision, qui a été prise dans des conditions floues, est à mon sens l'une des erreurs fatales du mouvement national. Le problème réside essentiellement dans l'octroi de postes importants à des individus issus de l'administration coloniale. Il n'est donc pas étonnant de voir le caïd Lahcen Lyoussi soutenir le gouverneur du Tafilalet Addi Ou Bihi. De même, qu'il ne faut pas s'étonner de la tentative de meurtre à l'encontre de Allal El Fassi en 1956. Malgré ces graves événements, le gouvernement n'a pas daigné réagir, s'enfermant ainsi dans le mutisme. J'ai, pour ma part, toujours considéré que ces faits ne sont que des épisodes du « *feuilleton* » de la lutte contre le mouvement de libération du peuple marocain, avec son lot d'intrigues et de complots.

Rif, les raisons de la colère

Le soulèvement du Rif en 1958-59 survient après le déplacement de la dépouille de Abbès Messaâdi de Fès à Al Hoceima par la direction du Mouvement Populaire, avec le soutien du prince héritier. Tout a commencé avec l'attaque contre les partisans de la réforme, un mouvement au sein de l'Isti-

qlal. Dans le même temps, des ordres ont été donnés pour que les forces armées royales adoptent une position neutre à l'égard de ces événements. Mais lorsque la monarchie a constaté qu'elle pouvait être une cible de la rébellion dans le Rif, le prince héritier a repris les choses en main. En tant que chef d'état-major et en compagnie du général Oufkir, il n'a pas hésité à impliquer l'armée dans une réaction brutale à coup de bombardement aérien et d'autres moyens de répression. Depuis, le prince devenu roi va systématiquement exclure la région du Rif de tous les projets de développement.

Mon séjour en clinique psychiatrique

En octobre 1967, Abderrahmane Youssoufi a pris l'initiative de me conduire à Genève pour des soins dans une clinique psychiatrique. Je souffrais de fréquentes pertes de mémoire immédiate alors que je me souvenais parfaitement du passé. Je devais me soumettre à un repos total et m'éloigner de toutes mes activités politiques. J'ai donc passé mon temps à prendre des cours de langue française durant les deux ans pas-

secrète entre des sympathisants de la résistance et de l'armée de libération au sein de la police, dont Houssine Boughaba et Mohamed Lakhsassi. Le but de cette rencontre était d'échanger les informations pour identifier ceux qui complotaient contre l'armée de libération. J'étais accompagné par Mohamed Ibrahim Baamrani et Mohamed Bourhim, surnommé Bensaid «Sghir».

Lorsque je m'apprêtais à quitter la maison de notre ami avec Bensaid «Sghir», des éléments armés nous ont surpris. Ils portaient des mitraillettes et ils étaient là pour m'assassiner. Heureusement pour moi, mon compagnon est intervenu, en dégainant lui aussi sa mitraillette... J'ai rejoint par la suite la maison du caïd Abderrahman Ziat, qui a aussitôt averti le ministre de l'intérieur au sujet de cette bande qui agissait contre l'armée de libération.

La condamnation et l'exil en Algérie

J'ai fui le Maroc à destination de l'Algérie pour rester loin des yeux des services de sécurité. Mais mon séjour était de courte

★
Bekkai a conduit, à l'indépendance du royaume, un gouvernement controversé.



suis allé voir Ben Barka à Genève en compagnie de Mohamed Elyazghi. Il s'est dit prêt à accepter la proposition de Hassan II, mais à condition de voir un changement qui va dans le sens de construire un régime démocratique et des institutions crédibles. Ben Barka avait une vision globale, c'est-à-

J'AI DEMANDÉ À BEN BARKA POURQUOI IL AVAIT ENVOYÉ UNE LETTRE DE SOUTIEN À BOUMEDIENE. JE N'ÉTAIS PAS D'ACCORD...

sées à me faire soigner. J'ai également profité de mon séjour pour m'inscrire dans un cursus universitaire en France, où j'ai étudié l'histoire et la géographie. J'ai par ce biais décroché une licence.

Ils ont failli me tuer...

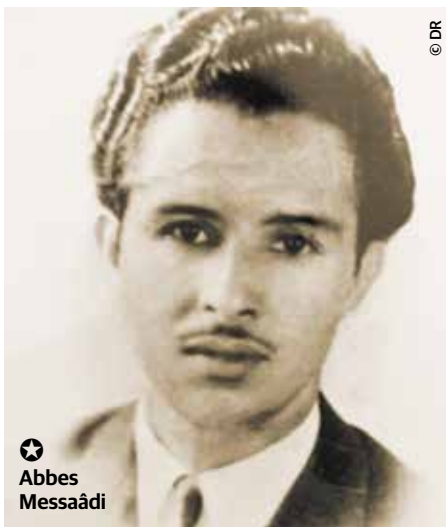
En 1957, j'ai été victime d'une tentative d'assassinat, à laquelle j'ai miraculeusement survécu. J'étais invité à un dîner organisé par un ami, M. Belkassam, un homme d'affaires qui habitait à côté de Guelmim. Il s'est chargé d'organiser une rencontre

durée et je suis revenu auprès de mes camarades. C'était juste avant l'épisode du «complot de juillet 1963». J'ai su, via mes sources bien informées, que le régime préparait des arrestations. Ahmed Dlimi a demandé à Hassan II le signal pour lancer cette vague d'arrestations, mais le roi, indisponible à cause d'un déplacement à Paris, a demandé de reporter. J'ai donc averti le fqih Basri, à qui j'ai conseillé de quitter le Maroc. Mais il a refusé, expliquant qu'il ne pouvait pas laisser tomber les activités et les fonctions politiques qu'il devait assumer à l'intérieur du pays. Lorsque le roi est rentré de Paris, le 16 juillet, il donna l'ordre d'arrêter les dirigeants et les militants de l'UNFP. Une vague qui n'a épargné personne, y compris des innocents. Fqih Basri et Omar Benjeloun ont été arrêtés et condamnés à mort. J'ai subi le même jugement mais, heureusement, j'avais quitté le Maroc encore une fois pour l'Algérie juste avant les arrestations.

Ben Barka et Hassan II

En pleine crise politique, Hassan II cherchait un moyen pour absorber la colère populaire. Il envoya donc un émissaire pour négocier avec Ben Barka un éventuel retour au Maroc. Il était question de permettre à l'UNFP de participer au nouveau gouvernement, avec la garantie d'avoir les principaux ministères. Avec cette offre, le roi accepte donc de partager le pouvoir... Je

dire que le changement devait prendre en compte l'Algérie aussi. C'est la raison pour laquelle il n'a pas rompu avec Boumedienne. J'étais pour ma part contre cette vision des choses. À Genève, je lui ai exposé ma position concernant le coup de force de Boumedienne contre Ben Bella... Pour moi, c'était un coup dur porté au mouvement de libération dans la région. J'ai demandé à Ben Barka pourquoi il avait envoyé une lettre de soutien à Boumedienne. Je n'étais pas d'accord... Ce putsch soulagera un peu Hassan II, qui se méfiait des



★
Abbas
Messaâdi



★
Abderrahim
Bouabid

© AFP



★
Fqih Basri

➤ orientations prises par Ben Bella, au point de faire oublier ou presque les événements de mars 1965.

Les silences de l'UMT

À l'exception de la fameuse phrase prononcée par Aberrahim Bouabid (« *Entre nous et Hassan II, il y a la dépouille de Mehdi Ben Barka* »), les réactions n'étaient pas à la hauteur de cette grande perte. Il y a eu quelques déclarations et puis c'est tout... Le reste est un silence lourd et suspect, surtout de la part de l'UMT qui n'a fait aucune réaction, ni après la liquidation de Ben Barka, ni durant les événements sanglants de mars 1965 ou quand le parti a été opprimé par le régime.



Bensaid, ici avec Abdeslam Jebli, à Paris en 1969.



© DR

© DR



★
Hassan II et Ben Barka, tout sourire, aux premiers temps de l'indépendance.

J'ai goûté à toutes les formes de torture

L'arrestation de Fqih Basri a provoqué colère et indignation dans les rangs des résistants. Comme si cela ne suffisait pas, une vague d'arrestations frappa ces milieux résistants. Trente personnes sont ainsi arrêtées en février 1960, parmi lesquelles Benhamou Fakhri, président d'un club sportif (Etoile jeunesse de Casablanca, club de Derb Ghallef, ndlr). Ce dernier était accusé d'avoir déposé une bombe au stade de football, dans lequel le prince héritier devait se rendre pour suivre un match. Je ne sais pas si cette histoire est vraie... Ce que je sais, par contre, c'est que ceux qui ont témoigné contre nous ont dit que l'ordre venait du prince héritier lui-même et de Mohamed Laghzaoui. Lors des interrogatoires, j'ai subi toutes les formes de torture possibles et imaginables. L'électricité, le bâton, etc. Ils m'ont plongé la tête dans une eau salée jusqu'à perte totale de conscience. Il y a eu aussi d'autres sévices... Ce calvaire a duré 15 jours, je n'ai pas dit un mot, ils n'ont rien obtenu.

Ils m'ont jeté en prison, sans procès, pendant deux mois, jusqu'à ce qu'ils puissent dissoudre l'Armée de libération dans le sud et réussir le coup d'État contre le gouvernement d'Abdallah Ibrahim. Le procès dit du complot de 1963 est venu compléter cette série d'événements, dont l'objectif principal était de chambouler l'équilibre des forces et d'exclure ceux qui portaient réellement le projet d'un nouvel Etat. Le clou a été enfoncé avec l'apparition des partis de

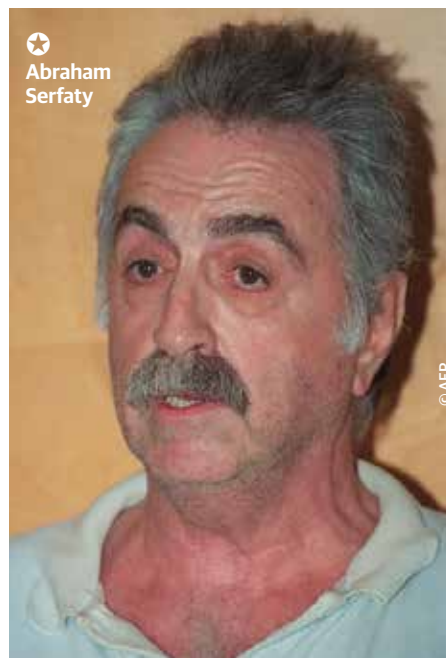
l'administration, auxquels on allait même confier le rôle de l'opposition...

Tazmamart, Serfaty et les autres

J'ai proposé à mes camarades de l'USFP, du PPS et de l'Istiqlal, de poser une question parlementaire à propos de Tazmamart. Mais ils n'étaient pas prêts à aller de l'avant. Hassan II avait reçu les leaders des partis de la Koutla, et j'ai abordé le dossier des prisonniers politiques. Il m'a répondu en me disant que la libération des prisonniers politiques est conditionnée par leur position concernant le « *Sahara marocain* ». Comme exemple, il a évoqué le cas d'Anis Balafrej et ses amis qui ont été relâchés. Mais pour Abraham Serfaty, le roi a dit :

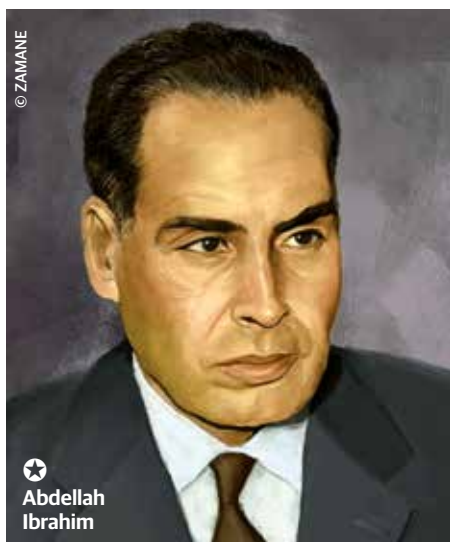


Abraham Serfaty



© AFP

★
Bouabid, Bensaid et Youssoufi :
trois figures majeures de la gauche.



« Il doit revoir sa position avant ». J'ai voulu répondre, mais Bouabid a repris la parole en qualifiant Serfati de « *mouta'assib* » (fanatique, ndlr). Ensuite, avant la session extraordinaire, Hassan II m'a envoyé un message par l'intermédiaire de Driss Basri. Ce dernier m'avertit que le roi ne voulait pas



traditions qu'il faut respecter ! ». Je n'ai pas répondu, et je suis parti. C'est une question de dignité pour moi.

La vie au parlement

De nombreux hommes politiques sont convaincus que la fonction de parlementaire ne sert à rien et que le changement en profondeur ne passe pas par un siège au parlement. J'ai été moi-même député pen-

président du parlement, a été la plus excitante, car l'opposition y était active et influente. Hélas, lorsque cette opposition a intégré l'Alternance consensuelle, un vide béant s'est fait ressentir sans qu'aucun mouvement politique ne puisse le remplir. Depuis, le parlement ne s'en est jamais remis et, jusqu'à aujourd'hui, il n'inspire aucune confiance au peuple qu'il est pourtant censé représenter. Une situation qui

SURPRIS, HASSAN II M'ARRÊTA EN ME DEMANDANT : «MAIS QUI ES TU ?». JE LUI AI RÉPONDU : « BENSaid », ET JE SUIS PARTI

que je pose ma question sur les détenus politiques au parlement. Je lui ai répondu : « Vous prétendez être des démocrates, alors j'ai le droit de poser la question dans ce cadre ». Au parlement, j'ai donc pris la parole et j'ai revendiqué qu'on en finisse une fois pour toute avec le dossier des prisonniers politiques. Ahmed Alaoui est intervenu, il souhaitait répondre. Je lui ai conseillé de ne pas m'interrompre, pour ne pas m'obliger à lui rappeler certains souvenirs... J'étais en effet prêt à le confronter avec la lettre qu'il avait envoyée à Ben Arafa après la déposition de Mohammed V.

Le baisemain, une atteinte à ma dignité

Quand je suis rentré au Maroc au début des années 1980, j'ai rencontré le roi à l'occasion du passage en revue de la délégation marocaine qui devait participer au congrès de l'OUA prévu à Addis-Abeba. Je me suis contenté de poser ma main sur ses épaules. Surpris, il m'arrêta en me demandant : « Mais qui es tu ? ». Je lui ai répondu : « Bensaid », et je suis parti. Lors de notre retour, je me suis dit qu'il valait mieux que j'évite de saluer le roi, mais Basri a été envoyé pour me transmettre un message : « Il faut que tu fasses le baisemain ». J'ai répété ce que j'avais fait, quand j'avais mis ma main sur les épaules du roi avant de partir. Basri m'arrêta en me disant : « Le makhzen a des

23 ans après m'être porté candidat à quatre reprises dans la même circonscription. Mon expérience m'a confirmé que la pratique parlementaire n'a pas évolué, bien au contraire, elle a perdu de l'influence depuis que je suis passé de l'opposition à la majorité gouvernementale. Je dois dire que la première période, avec Ahmed Osman

ne fait qu'empirer depuis l'émergence des « partis de l'administration » cooptés par le Makhzen, et qui cherchent à dénaturer l'activité politique et à vider de son sens la force d'opposition. »

(« Ainsi parla Bensaid » de Mohamed Bensaid Aït Idder, premier tome, titre original : « هكذا تكلم بنسعيد »)

